

relatives aux exportations nucléaires et les besoins énergétiques du Japon.

Il est également devenu évident que pour consolider nos relations bilatérales, il faudra que le Canada et le Japon changent les perceptions traditionnelles, et souvent inexactes, qu'ils ont l'un de l'autre. Un tel changement s'impose tout particulièrement dans nos médias et nos institutions de haut savoir si nous voulons atteindre nos objectifs politiques et économiques. C'est dans ce but que mon ministère a lancé un grand programme destiné à susciter le développement des études canadiennes au Japon et des études japonaises au Canada. Nous sommes également actifs dans les domaines du sport, de l'éducation, du théâtre et de la jeunesse où nous voulons faciliter davantage les échanges et contribuer à plus de compréhension de part et d'autre.

L'approfondissement de notre compréhension mutuelle et le renouvellement des perceptions traditionnelles s'imposent également dans les secteurs commerciaux et économiques. Nous entretenons déjà dans ces secteurs des relations considérables avec le Japon, dans notre intérêt commun. Les habitants de l'Ouest du Canada, fournisseurs de la très grande part de nos exportations au Japon, qui se chiffraient à 2,4 milliards de dollars en 1976, sont certes conscients de cette réalité. Il est également capital de noter que les besoins du Japon ont été d'un ordre suffisant pour justifier à eux seuls l'accroissement de la production canadienne de biens tels que le charbon, le colza, le minerai et les concentrés de cuivre et de plomb, le porc, les oeufs de hareng et la pâte à papier, pour n'en nommer que quelques-uns. Parallèlement, les Canadiens, qui ont importé pour 1,5 milliard de dollars du Japon en 1976, continuent d'être parmi les plus grands acheteurs de l'électronique de consommation et des automobiles que produit le Japon.

Il nous faut cependant avouer que nous nous connaissons encore trop peu, qu'il subsiste de fausses perceptions de part et d'autre et que, généralement, nous ne sommes pas encore suffisamment conscients des possibilités que recèlent nos relations. Je suis convaincu que les domaines du commerce, de l'investissement, de la coparticipation et des échanges techniques nous offrent toujours des occasions extraordinaires. Pourtant, les programmes traditionnels d'expansion du commerce et les mécanismes consultatifs déjà établis ne nous ont pas permis de relever pleinement le défi. C'est pourquoi nos deux gouvernements doivent donner le ton et utiliser les instruments dont ils disposent pour faciliter cette évolution, car il leur revient de créer le climat et les conditions qui susciteront une action positive des secteurs privés de nos deux pays.

Le Cadre de coopération économique signé par les Premiers ministres Trudeau et Miki en octobre dernier représente un jalon important dans cette voie. Il montre que les gouvernements japonais et canadiens sont résolus à rechercher des relations meilleures et